

RAPPORT N° 2024/6-19
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 12 décembre 2024

OBJET : EXPLOITATION DE LA PEPINIERE D'ENTREPRISES LE KUB – APPROBATION DE LA CONVENTION ANNUELLE DE MUTUALISATION DE MOYENS AVEC LE GIP CYROI POUR L'ANNEE 2025 – ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION ANNUELLE CORRESPONDANTE

ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL/AXE 2 – AFFIRMER LE LEADERSHIP ECONOMIQUE/ENGAGEMENT 6 – ENCOURAGER LES DYNAMIQUES INNOVANTES ET AUDACIEUSES

La CINOR et le Groupement d'Intérêt Public CYROI partagent l'objectif de dynamiser l'activité économique sur le territoire Nord. Il s'agit plus particulièrement de développer des activités innovantes créatrices d'emplois et de plus-value. A cette fin, la CINOR a construit une pépinière d'entreprises Le KUB, dont l'objectif est d'offrir aux acteurs de l'innovation un lieu partagé, dédié à l'innovation. Cet outil situé sur le parc TECHNOR, s'insère dans un écosystème favorable et s'adosse à la plate-forme technique et scientifique du CYROI dans le domaine des biotechnologies et des sciences du vivant.

L'exploitation du KUB impose de rechercher des moyens de mutualisation des coûts, afin que les loyers proposés aux start-ups, toutes charges comprises, puissent être maintenus à un niveau attractif.

La CINOR et le GIP CYROI ont identifié en ce sens, plusieurs postes de dépenses pouvant faire l'objet d'une mutualisation, mise en œuvre dès 2022 dans le cadre d'une première convention.

Le CYROI a confirmé sa volonté de continuer à participer à la gestion du bâtiment Le KUB, notamment sur les missions suivantes :

- Support informatique : un technicien informatique à mi-temps, qui aura la charge de coordonner l'ouverture des réseaux en lien avec chacun des occupants et leurs opérateurs privés. Il s'assure de la bonne tenue des baies de brassage, et intervient pour toute difficulté technique concernant les parties communes. Il n'intervient pas en qualité de prestataire pour les hébergés. Il sera placé sous la responsabilité de l'ingénieur informatique du GIP CYROI,
- Agents d'entretien en charge des espaces intérieurs : les parties communes (salles de conférence/réunion, ascenseurs, escaliers, toilettes, couloirs, halls, vitrages ...) feront l'objet d'un nettoyage/entretien régulier. Les agents sont placés sous la responsabilité de l'ingénieur hygiène du GIP CYROI, qui mettra en œuvre les protocoles appropriés. Ces agents d'entretien n'interviennent pas dans les parties privées des entreprises hébergées.
- Gardiennage : le GIP CYROI mettra à disposition deux agents de nuit, qui seront chargés d'assurer les rondes de sécurité nocturnes du bâtiment KUB. En cas de constatation d'incidents, ces agents référeront au Directeur du CYROI, qui se chargera d'informer la CINOR. Par ailleurs, la société en charge du suivi du système d'alarme du KUB pourra être en contact direct avec ces agents de sécurité de nuit, ou en activité de jour, avec l'astreinte technique du GIP CYROI (21 heures sur 24, 365 jours par an). Le CYROI propose de mutualiser les 2 agents de sécurité gracieusement à la CINOR.

Il est précisé que dans le cadre du marché global de performance de réalisation de l'équipement, des contrats de maintenance d'une durée de 3 ans, allant de février 2022 à février 2025, ont été conclus sur les équipements réalisés et installés par la coopérative d'artisans.

Les montants correspondant à la mutualisation des prestations assurées par le CYROI concernaient les postes de dépenses suivants :

NATURE	Ressources affectées ETP (Equivalent Temps Plein)	Coût total
Aide et maintenance informatique	1/2	27 810 €
Entretien des parties communes et salles de conférence/réunion	1	31 930 €
Achat de produits d'entretien	--	6 180 €
TOTAL		65 920 €

Au vu de ces éléments, il est proposé de reconduire la convention de mutualisation des moyens d'un montant de 65 920 € avec le GIP CYROI pour la réalisation des missions mentionnées ci-dessus à compter du 1^{er} janvier 2025 et pour une durée d'un an. Le montant est en augmentation de 3 % par rapport à l'année 2024 correspondant au taux d'inflation (augmentation du SMIC et des prix des produits d'entretiens).

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241212-BC2024-6-19-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024

En conséquence, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver les termes de la convention de mutualisation des moyens entre la CINOR et le GIP CYROI, pour une année du 1er janvier au 31 décembre 2025
- Attribuer au GIP CYROI une subvention de moyens correspondante d'un montant de 65 920 €,
- Autoriser le Président à signer ladite convention avec le GIP CYROI et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

 **Le Président,
Maurice GIRONCEL**



C.I.N.O.R.
Communauté
Intercommunale
du Nord
de la Réunion

**DECISION N°2024/6-19
du Bureau de la Communauté
en séance du 12 décembre 2024**

**OBJET : EXPLOITATION DE LA PEPINIERE D'ENTREPRISES LE KUB – APPROBATION DE LA CONVENTION ANNUELLE DE MUTUALISATION DE MOYENS AVEC LE GIP CYROI POUR L'ANNEE 2025 – ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION ANNUELLE CORRESPONDANTE
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL/AXE 2 – AFFIRMER LE LEADERSHIP ECONOMIQUE/ENGAGEMENT 6 – ENCOURAGER LES DYNAMIQUES INNOVANTES ET AUDACIEUSES**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/6-19 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241212-BC2024-6-19-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les termes de la convention de mutualisation des moyens jointe en annexe entre la CINOR et le GIP CYROI pour une année, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025

ARTICLE 2

D'attribuer au GIP CYROI une subvention de moyens correspondante d'un montant de 65 920 €

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer ladite convention avec le GIP CYROI et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre

Nombre de votants : 12

Suffrages exprimés : 2

Vote pour : 12

Vote contre : 00

Abstention : 00

Ne prennent pas part au vote et aux débats : Benjamin THOMAS et Mario LECHAT

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde : 23 DEC 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241212-BC2024-6-19-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024